

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Appel d'offres ouvert

Objet du marché :

**Assurances construction pour Aix-Marseille Université
(AMU) dans le cadre de l'opération de construction
PARAMED 1 et 2**

Pouvoir Adjudicateur

Aix-Marseille Université

58, boulevard Charles Livon 13284 MARSEILLE CEDEX 07

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur

Le Président d'Aix-Marseille Université

Comptable assignataire des paiements

Monsieur l'agent comptable d'Aix Marseille Université

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

PROCEDURE N° 79-2025

SOUSCRIPTEUR :

AIX-MARSEILLE UNIVERSITE
58, Boulevard Charles Livon
13284 MARSEILLE CEDEX 07
Représenté par son Président

I. OBJET DU CONTRAT ET PRESENTATION DE L'OPERATION DE CONSTRUCTION

Le présent marché a pour objet la souscription des contrats d'assurance construction PARAMED 1 et 2 - Tous Risques Chantier et Dommages-Ouvrage - pour les besoins de l'Université d'AIX-MARSEILLE.

- Pour l'opération : PARAMED 1 et 2

- Description de l'opération :

Construction neuve de deux bâtiments (8700m²+2700m² SDP), modification structurelle d'un bâtiment existant (démolition partielle et création d'escaliers, impact sur 550m² SDP) et création d'une passerelle d'accès ;

- Adresse de l'opération : 51 Boulevard Pierre Dramard 13015 MARSEILLE
- Montant travaux (estimation APD) : 30.146.000 € HT soit 36 175 200 € TTC
- Montant MOE : 3 933 865 € TTC

- Lieu d'exécution : 51 Boulevard Pierre Dramard 13015 MARSEILLE

Le coût total prévisionnel de l'opération est estimé à environ 40 109 065, 00 € TTC, se décomposant comme suit :

- 36 175 200 € TTC pour les travaux Bâtiment
- Honoraires de rémunération du maître d'œuvre/études : 3 933 865 € TTC

La superficie totale réalisée est de 10 065 m² SDP.

- Planning des opérations :
 - Date d'ouverture du chantier : Février 2026
 - Date de commencement des travaux : Février 2026
 - Date d'achèvement des travaux : Janvier 2028
 - Date de réception des travaux : Janvier 2028

Selon questionnaire complété et joint en annexe.

I. ETENDUE ET MONTANT DES GARANTIES

1. LOT 1 : TOUS RISQUES CHANTIER

L'objet principal de l'assurance Tous risques Chantier est de garantir l'ouvrage pendant la période de construction jusqu'à la réception contre les risques énumérés dans la garantie de base.

La garantie est souscrite tant pour le compte du maître de l'ouvrage que pour le compte des différents intervenants à l'ouvrage.

L'assureur déclare renoncer à la règle proportionnelle des capitaux.

L'assureur renonce à recours contre les intervenants, constructeurs réalisateurs ou non, à l'ouvrage, quelle que soit leur qualité.

MONTANT EPUISABLES DES GARANTIES PAR CHANTIER

→ Garantie de base : Tous risques Chantier.

L'assureur s'engage à indemniser les assurés des pertes ou dommages matériels subis par les biens assurés qu'elle qu'en soit la cause et notamment : Incendie, explosion, dégâts des eaux, catastrophes naturelles, attentats, vandalisme, défaut de conception, d'exécution, accident de chantier, vol, tentative de vol, effondrement. Les garanties sont étendues au vice imprévisible du sol.

Les garanties porteront tant sur l'ouvrage lui-même que sur les installations provisoires du chantier, baraquements, matériaux de chantier, ainsi que sur les dommages pouvant être occasionnés aux biens mobiliers confiés.

Les pertes financières après sinistre tels Frais de déblais, nettoyage, démolition des biens sinistrés, pompage, séchage, périls imminents, frais et honoraires d'expert, d'architecte, bureaux d'études technique et de contrôle, frais de transport à grande vitesse, heures supplémentaires, location de matériels, mesures conservatoires, frais de reconstitution des plans et dessins et la garantie de maintenance durant 12 mois sont acquises au titre de la présente garantie.

A concurrence du coût total de construction TTC et au maximum 40 109 065, 00 € TTC

→ **Dommmages aux existants :**

A hauteur de 20 % du coût de la construction

→ **Responsabilité civile du Maître d'ouvrage :**

A hauteur de 10 000 000,00 € par sinistre tous dommages confondus y compris responsabilité civile chantier, dommages aux avoisinants, dommages en cas d'atteinte à l'environnement dont :

- Dommages corporels : 7 000 000 €
- Dommages matériels et immatériels consécutifs – dommages aux avoisinants : 3 000 000 €.
- Dommages immatériels non consécutifs – atteinte à l'environnement : 1 500 000 €.

La garantie est acquise quel que soit le fondement juridique sur lequel la responsabilité civile est engagé. Elle inclut toute activité, toute mission du maître d'ouvrage, maître d'ouvrage délégué ou assistant à maître d'ouvrage.

Maintien de la garantie dans le temps : la garantie s'applique aux sinistres jusqu'à la date de réception des ouvrages et aux sinistres survenant pendant un délai subséquent de 10 ans à compter de la date de résiliation du contrat, ou expiration du contrat ou de la garantie. Constitue un sinistre pour l'application de la garantie tout dommage ou fait dommageable causé à un tiers. La garantie est gérée en base réclamation.

FRANCHISES PAR SINISTRE

→ Tous risques chantier	10 000 €
→ Dommages aux existants	10 000 €
→ Responsabilité Civile	Néant en corporel ; 1500 € dommages matériels ou immatériels consécutifs

2. LOT 2 : ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE

L'assureur renonce à la règle proportionnelle des capitaux et gère le contrat en capitalisation. L'assureur adhère à la convention C.R.A.C.

MONTANT EPUISABLES DES GARANTIES PAR CHANTIER

→ **Garantie de base : Dommage ouvrage.**

A concurrence du coût total de construction TTC et au maximum 40 109 065, 00 € TTC

→ **Extensions de garanties :**

- Bon Fonctionnement : 20% du coût de la construction
- Dommages Immatériels : 10% du coût de la construction
- Dommages aux existants : 20% du coût de la construction
- CCRD :

Les garanties sont également étendues à l'assurance de garantie décennale complémentaire de deuxième ligne pour les réalisateurs de l'ouvrage, à concurrence de 40 109 065, 00 € TTC. Le montant apporté par la garantie décennale complémentaire de deuxième ligne – CCRD correspond à la différence entre le coût total de la construction déclaré par le maître d'ouvrage, avec une éventuelle de 10 %) et sans pouvoir excéder cette somme soit 48 975 960 € et le montant de la franchise absolue constitué par les montants assurés par les entreprises. Il est nécessaire que les entreprises soient assurées à hauteur de 10 000 000 € par sinistre pour le gros œuvre et entreprises générales, 6 000 000 € pour les autres traitants directs et 3 000 000 € pour les traitants non réalisateurs.

FRANCHISES PAR SINISTRE

→ Garanties Dommages ouvrage	Néant
→ Garanties Complémentaires (Bon fonctionnement, dommages aux existants et dommages immatériels après réception)	Néant
→ CCRD	Néant

III. PRIME - REGULARISATION

La cotisation et ses accessoires sont payables au siège de la société d'assurance ou au domicile du mandataire s'il en est désigné un par elle à cet effet.

Le taux s'applique au coût total de construction TTC définitif des opérations de construction.

Le montant de la prime provisionnelle sera fixé par le candidat dans l'acte d'engagement. Elle est perçue en début de période.

La cotisation définitive de l'opération est fixée en fonction du coût total de construction définitif.

Le cas échéant, une prime complémentaire est perçue ou ristournée, au comptant, sur le coût définitif de l'opération.

IV. ASSIETTE DE PRIME

L'Assiette de prime correspond au coût total de l'opération TTC, honoraires compris, étant précisé que doivent être déduits les montants des lots (travaux et honoraires) qui ne relèvent pas de la responsabilité des Constructeurs au sens des articles 1792 et 1792-2 du Code civil et qui ne sont pas garantis. Ces lots sont :

- Travaux de démolition et désamiantage.
 - Espaces verts, mobiliers
 - Honoraires coordonnateur SPS
 - Équipements spécifiques, les travaux correspondant à des éléments d'équipements dont la fonction exclusive est de permettre une activité professionnelle (article 1792-7 du Code Civil).
- Les prestations ne relevant pas des travaux soumis à l'assurance obligatoire.

V. TRAVAUX DE TECHNIQUES NON COURANTES :

L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur avant le début des travaux l'utilisation de toute technique innovante ou non courante en bénéficiant pas d'un Avis Technique (Atec) ou d'un document technique d'application. L'assureur renonce à tout recours contre l'assuré en cas de sinistre lié à l'utilisation d'une technique non courante, dès lors que cette dernière a été validée par un bureau de contrôle et mise en œuvre conformément aux prescriptions techniques établies par le fabricant ou expert reconnu et qu'elle fait l'objet d'une couverture spécifique en Responsabilité civile décennale.

VI. DUREE DU MARCHÉ

Pour le lot 1 « Assurance Tous Risques Chantier », le marché prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire jusqu'à la date de réception des ouvrages, prévue au plus tôt en janvier 2028 (30 mois maximum).

Pour le lot 2 « Assurance Dommage-Ouvrage », le marché prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire jusqu'à l'expiration d'une période de dix (10) ans à compter de la date de réception des ouvrages.

VII. EPUISEMENT DES GARANTIES

Le montant des garanties s'épuise au fur et à mesure des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà des montants précisés pendant toute la durée des garanties.

L'Assureur s'engage à aviser l'Assuré de l'épuisement des garanties ou de l'une d'entre elles.

VIII. RECONSTITUTION DES GARANTIES

Les montants des garanties peuvent être reconstitués sur demande de l'Assuré contre le paiement d'une prime dont le montant est fixé par avenant.

Les effets de la reconstitution ne s'appliquent qu'à des sinistres dont la première manifestation est postérieure à la signature de l'avenant de reconstitution.

Cette reconstitution ne peut être accordée que si elle est demandée au plus tard, dans un délai de trois mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

L'assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article L 121-5 du Code des Assurances en cas de non reconstitution de l'un des montants de garantie.

IX. ATTESTATIONS D'ASSURANCE

L'Université vérifie que soient délivrées par les différents intervenants à l'opération des attestations conformes aux points suivants :

- Les attestations d'assurance délivrées par la compagnie d'assurance,
- Sont indiqués le nom de l'assureur, son adresse, le numéro du contrat,
- La date de validité du contrat figure sur l'attestation et la mention « prime acquittée » est inscrite,
- Les activités assurées sont spécifiées et l'opération de construction, à laquelle participe l'entreprise, ainsi que le lot qui lui est attribué, sont nommément visés,
- L'assureur indique renoncer à la règle proportionnelle de capitaux ; il mentionne les montants assurés par sinistre, en responsabilité civile décennale, en responsabilité civile générale, ainsi que le montant maximum du coût total de la construction auquel l'entreprise peut participer,
- Le contrat de responsabilité civile décennale est géré en capitalisation.

Copie de ces attestations sera transmise à l'assureur retenu au fur et à mesure de leur obtention.

Il est nécessaire que les entreprises soient assurées à hauteur de 10 000 000 € par sinistre pour le gros œuvre et entreprises générales, 6 000 000 € pour les autres traitants directs et 3 000 000 € pour les traitants non réalisateurs.

X. SUIVI ET GESTION DU CONTRAT

L'Assureur s'engage pendant la vie du contrat :

- A effectuer une visite semestrielle dans les locaux d'AMU pour faire le bilan du contrat, de l'opérations en cours,
- A faire régulièrement et par tout moyen un bilan régulier de suivi de la gestion des dossiers avec reporting auprès d'AMU,
- A assister AMU, pour l'opération pour la collecte et l'études des attestations remises par les différents intervenants, lors de la mise en place des garanties,

- A assister AMU, pour l'opération, en fin de chantier, à la collecte et la transmission des éléments nécessaires à la régularisation de fin de chantier,
- A mettre à disposition un outil Extranet avec espace client sécurisé permettant notamment le téléchargement des éléments et pièces du dossier pour l'opération tant au moment de la mise en place des garanties, qu'en cours de chantier et après réception.

XI. ANNEXES

Sont jointes en annexes les pièces suivantes :

- Questionnaire
- Plans des travaux - planning
- Convention contrôle technique
- Convention CSPS
- Rapport initial de contrôle technique (RICT)
- Etudes géotechniques,
- Convention/marché maitre d'œuvre,
- CCTP travaux et CCAP travaux
- Attestions d'assurance RC et RC décennale des participants à l'opération